

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 9-12 juin 2008

RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES

**Point 6 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2008/6-C/1
14 mai 2008
ORIGINAL: ANGLAIS

POINT SUR LA MISE EN OEUVRE DU PLAN DE GESTION DU PAM POUR L'EXERCICE BIENNAL 2008–2009

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur financier et Directeur, FL*:	M. A. Abdulla	tél.: 066513-2401
-------------------------------------------	---------------	-------------------

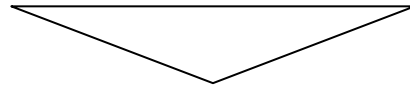
Directeur, FLB**:	M. S. O'Brien	tél.: 066513-2682
-------------------	---------------	-------------------

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Division des services financiers et juridiques

** Bureau du budget et de la planification financière

PROJET DE DECISION*



Ayant examiné le document intitulé "Point sur la mise en œuvre du Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2008-2009", le Conseil:

- i) approuve la politique visant à couvrir le risque de change associé à la partie des dépenses du budget administratif et d'appui aux programmes libellées en euros, telle que décrite dans le présent document, à compter de l'exercice budgétaire 2009;
- ii) approuve l'utilisation d'un montant de 5 millions de dollars É.-U. prélevé sur le Fonds général pour créer un Fonds d'urgence pour la sécurité; et
- iii) approuve également l'utilisation d'un montant maximum de 7,5 millions de dollars prélevé sur le Fonds général pour le projet WINGS II à répartir comme suit:
 - a. une allocation de 5 millions de dollars au titre des provisions pour risques et aléas pour couvrir les dépassements de crédits imprévus; et
 - b. une allocation de 2,5 millions de dollars pour pouvoir incorporer sans tarder au système de nouvelles applications utiles pendant la phase de réalisation.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (WFP/EB.A/2008/16) publié à la fin de la session du Conseil.



INTRODUCTION

1. Lors de l'approbation du "Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2008–2009"¹, le Secrétariat a réitéré son engagement de faire régulièrement le point sur sa mise en œuvre au cours de l'exercice biennal. Le présent document est le deuxième rapport de ce type pour l'exercice en cours.

GENERALITES

2. Le Plan de gestion est fondé sur une méthode d'évaluation des coûts axée sur les besoins, tandis que le calcul du budget administratif et d'appui aux programmes (AAP) se fonde sur le niveau projeté des ressources, compte tenu des niveaux de financement historiques et du niveau prévu des réserves.
3. Conscient que dans une organisation comme le PAM, exclusivement financée par des contributions volontaires, le niveau des ressources fournies par les donateurs peut être inférieur au financement anticipé, le Secrétariat surveille continuellement le niveau des opérations, le niveau attendu des ressources et les recettes au titre des coûts d'appui indirects (CAI) pour s'assurer que le niveau des dépenses AAP reste viable.
4. La présente note expose les modifications apportées au programme de travail depuis l'adoption du Plan de gestion, ainsi que l'actualisation des coûts de ce programme; le montant escompté des ressources nécessaires pour financer le programme de travail; et une prévision des soldes d'ouverture et de clôture du Compte de péréquation des dépenses AAP compte tenu des crédits AAP approuvés et du Fonds général.
5. Elle présente également les problèmes posés par le taux de change entre le dollar et l'euro, et les répercussions que cela pourrait avoir sur le budget AAP, ainsi que les recommandations formulées par le Secrétariat pour couvrir le risque de change afin de planifier le budget avec plus de certitude. La présente note décrit en outre les stratégies possibles pour traiter la question des engagements non capitalisés au titre des prestations dues au personnel qui ont été comptabilisés dans les Comptes vérifiés pour l'exercice biennal 2006-2007, section II². Elle propose également une allocation de crédits supplémentaires pour le Système mondial et réseau d'information du PAM (WINGS) II et pour la création d'un Fonds d'urgence pour la sécurité.

APERÇU DU PROGRAMME DE TRAVAIL DU PAM

6. Il est indiqué dans le Plan de gestion du PAM que 7,81 millions de tonnes d'aide alimentaire seront nécessaires afin de répondre aux besoins de 90 millions de bénéficiaires, pour un coût de 5,414 milliards de dollars. Dans la première mise à jour présentée au Conseil en février 2008³, le programme de travail avait été actualisé pour tenir compte de nouvelles prévisions de dépenses entraînées par des besoins additionnels imprévus, d'un montant de 228 millions de dollars, et d'un surcoût de 734 millions de dollars

¹ WFP/EB.2/2007/5-A/1.

² WFP/EB.A/2008/6-A/1/2.

³ WFP/EB.1/2008/6-D/1.



essentiellement imputable à l'augmentation des prix des produits alimentaires et des carburants, pour couvrir les besoins opérationnels initialement prévus.

7. La hausse constante des prix a obligé le PAM à recalculer le montant des ressources requises aux fins des opérations initialement indiqué dans le Plan de gestion. En outre, de nouveaux besoins opérationnels sont apparus.

Actualisation des coûts du programme de travail pour l'exercice biennal 2008–2009

8. Depuis qu'il a été mis la dernière main à la préparation du volet opérationnel du Plan de gestion vers la fin du premier semestre 2007, la hausse sans précédent des prix des produits alimentaires, associée à l'augmentation des prix des carburants et à la dévaluation du dollar par rapport à la plupart des monnaies, a modifié bon nombre des hypothèses sur lesquelles reposait le programme de travail opérationnel.
9. Dans la première mise à jour présentée en février 2008, le Secrétariat estimait que des crédits supplémentaires de 734 millions de dollars (786 millions de dollars en incluant les CAI) seraient nécessaires pour mettre en œuvre le programme de travail d'origine. Le document attirait l'attention sur le fait que les marchés des produits alimentaires restaient instables et que d'autres augmentations des prix étaient à prévoir. Le Secrétariat a entrepris une actualisation détaillée des coûts, projet par projet, dont les résultats sont présentés ci-dessous.
10. Les besoins opérationnels figurant initialement dans le programme de travail pour 2008-2009 ont été actualisés pour prendre en compte l'évolution récente des marchés. Tous les autres facteurs – quantité de vivres, composition de l'assortiment alimentaire et nombre de bénéficiaires – n'ont pas été modifiés afin d'isoler le montant de l'augmentation uniquement imputable à la hausse des coûts.
11. Suite à cet exercice d'actualisation, le PAM prévoit de revoir ses besoins opérationnels à la hausse dans une proportion de 1,4 milliard de dollars, soit une hausse globale de 26 pour cent pour l'exercice en cours. Le tableau 1 ci-dessous présente par catégorie de coûts les ressources supplémentaires d'un montant de 1,4 milliard de dollars requises du fait de la hausse des coûts.

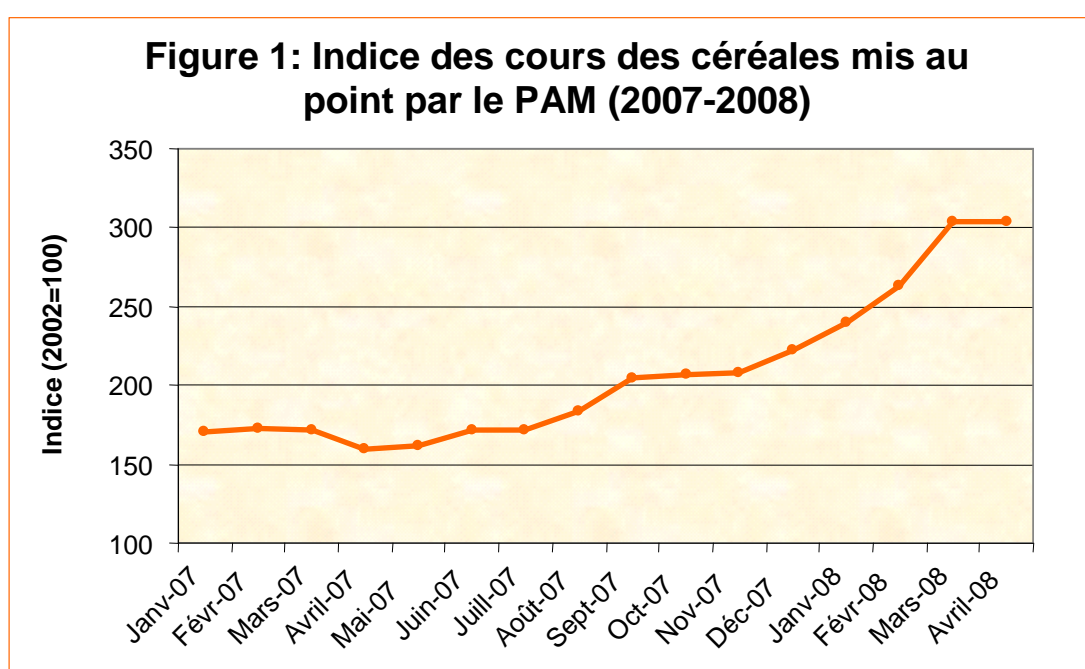
TABLEAU 1: ACTUALISATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL			
	Programme de travail initial (tel que présenté dans le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2008-2009)	Ressources additionnelles nécessaires au vu de la hausse des coûts (estimations)	Actualisation du programme de travail initial
Budget opérationnel, par catégorie de coûts (en millions de dollars)			
Coût des produits alimentaires	2 426,9	1 306,5	3 733,4
Transport extérieur	593,2	85,3	678,5
TTEM	1 475,8	(22,8) ⁴	1 453,0

⁴ Comprend notamment une réduction importante des coûts TTEM au Soudan grâce au répositionnement des vivres, à l'amélioration de l'infrastructure des transports et aux investissements effectués précédemment dans l'achat de véhicules légers.



TABLEAU 1: ACTUALISATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL			
	Programme de travail initial (tel que présenté dans le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2008-2009)	Ressources additionnelles nécessaires au vu de la hausse des coûts (estimations)	Actualisation du programme de travail initial
Autres COD	292,1	4,1	296,2
CAD	626,1	46,0	672,1
Total du budget opérationnel (en millions de dollars)	5 414,1	1 419,2	6 836,8
Programme de travail (y compris les 7 pour cent provenant du recouvrement des CAI)	5 793,1	1 518,5	7 311,6

12. Environ 92 pour cent de la hausse globale est directement liée à la flambée des prix des produits alimentaires. Dans la première mise à jour présentée en février 2008, le PAM avait estimé l'augmentation du coût des produits alimentaires à 519,9 millions de dollars. La hausse des prix se poursuivant, il est ressorti après actualisation des coûts que le PAM aurait besoin d'un montant supplémentaire de 786,6 millions de dollars, faisant ainsi passer le coût total des produits alimentaires à 1 306,5 millions de dollars, pour répondre aux besoins opérationnels figurant initialement dans le Plan de gestion. L'augmentation des coûts associés aux besoins opérationnels après actualisation est de 112,6 millions de dollars.
13. Afin de surveiller l'évolution des prix alimentaires, le PAM a mis au point un indice qui suit l'évolution des cours des quatre principales céréales composant l'assortiment alimentaire du Programme: riz, maïs, blé et sorgho. Ces quatre produits représentent 42 pour cent de la valeur de l'assortiment alimentaire du PAM. La figure 1 montre la hausse spectaculaire des prix des produits alimentaires depuis l'élaboration du Plan de gestion initial.



Besoins opérationnels supplémentaires

14. Depuis l'approbation du Plan de gestion en octobre 2007, le programme de travail a augmenté d'environ 449 millions de dollars, du fait de besoins opérationnels supplémentaires.
15. La première mise à jour présentée en février 2008 indiquait que le montant des nouveaux besoins opérationnels se chiffrait à 228 millions de dollars. Depuis lors, des besoins opérationnels supplémentaires d'un montant de 221,6 millions de dollars ont été identifiés, comme indiqué dans le tableau 2. Ils résultent:
- de nouveaux projets (principalement des opérations spéciales);
 - du prolongement de projets existants; et
 - de besoins imprévus apparus dans le cadre de projets en cours. Entrent dans cette catégorie les besoins alimentaires de nouveaux bénéficiaires, comme en Afghanistan où le PAM fournira une assistance alimentaire à des bénéficiaires n'ayant pas été ciblés dans un premier temps, afin d'aider les ménages vulnérables touchés par la flambée des prix du blé.
16. Le tableau 2 présente les besoins opérationnels supplémentaires identifiés depuis la présentation de la dernière mise à jour du Plan de gestion en février.

TABLEAU 2: BESOINS OPÉRATIONNELS SUPPLÉMENTAIRES (en millions de dollars)	
Besoins opérationnels indiqués dans le Plan de gestion initial	5 414,0
Besoins opérationnels supplémentaires indiqués dans la dernière mise à jour ⁵	228,0
Opération d'urgence régionale en Iraq et en République arabe syrienne	71,5
Opération spéciale au Soudan	41,7
IPSR en Afghanistan	34,9
Entrepôt de matériel destiné aux interventions humanitaires (opération spéciale)	9,7
Module des télécommunications d'urgence (opération spéciale)	6,0
Opération spéciale au Mozambique	3,4
Opération spéciale au Kenya	1,9
Opération spéciale en Éthiopie	1,3
Autres ajustements (concernant 31 projets)	51,2
Montant actualisé des besoins opérationnels supplémentaires	5 863,6

⁵ WFP/EB.1/2008/6-D/1.



Programme de travail révisé

17. Le programme de travail révisé pour l'exercice biennal 2008-2009 s'élève à 7,792 milliards de dollars (y compris les CAI), dont 1,4 milliard de dollars au titre des coûts supplémentaires nécessaires à la mise en œuvre du Plan de gestion pour l'exercice biennal 2008-2009 initial et 449 millions de dollars pour répondre aux besoins opérationnels supplémentaires.

TABLEAU 3: PROGRAMME DE TRAVAIL RÉVISÉ				
	Programme de travail initial (tel que présenté dans le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2008-2009)	Ressources additionnelles nécessaires au vu de la hausse des coûts (estimations)	Actualisation du programme de travail initial	Total
Budget opérationnel par catégorie de coûts (en millions de dollars)				
Coût des produits alimentaires	2 426,9	1 306,5	237,2	3 970,6
Transport extérieur	593,2	85,3	40,7	719,2
TTEM	1 475,8	(22,8)	9,9	1 462,9
Autres COD	292,1	4,1	92,1	388,4
CAD	626,1	46,0	69,7	741,8
Total du budget opérationnel (en millions de dollars)	5 414,1	1 419,2	449,6	7 282,8
Programme de travail (y compris les 7 pour cent provenant du recouvrement des CAI)	5 793,1	1 518,5	481,0	7 792,6

18. Sur le montant total des ressources nécessaires au financement des besoins opérationnels du Programme de travail révisé, 4,3 milliards de dollars sont prévus pour couvrir les besoins opérationnels de 2008 et 3,5 milliards de dollars, pour couvrir les besoins de 2009. Le Secrétariat procède actuellement à la révision de tous les budgets opérationnels afin de répercuter la hausse des coûts.

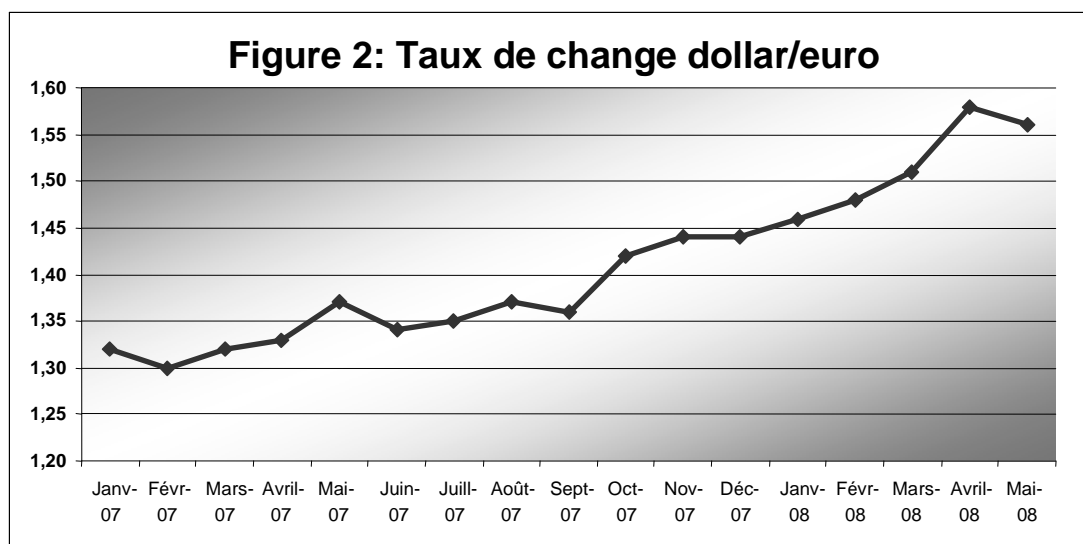
Niveaux projetés des ressources

19. Le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2008-2009 reposait sur une prévision des recettes globales de 5,2 milliards de dollars devant générer entre 311 et 340 millions de dollars de recettes au titre des CAI. Ce montant couvrirait 90 pour cent du financement de l'ensemble des besoins opérationnels initialement prévus, qui se chiffraient à 5,8 milliards de dollars.
20. Le Secrétariat a revu la prévision des recettes pour l'exercice en cours compte tenu de l'élargissement considérable du programme de travail. La prévision actuelle concernant le montant global des recettes provenant des contributions est de 6,4 milliards, et le montant de recettes au titre des CAI se situe entre 385 et 419 millions de dollars. Cette prévision sera ajustée à mesure que la réponse à l'appel lancé pour lutter contre les répercussions de la hausse des prix des aliments apparaîtra plus clairement.



Proposition en faveur de l'adoption d'une politique de couverture du risque de change

21. Comme indiqué dans le Plan de gestion, le budget AAP repose sur l'hypothèse d'un taux de change de 1,33 dollar pour 1 euro. Depuis la préparation et l'approbation du Plan de gestion pour l'exercice biennal 2008-2009, le marché des changes a subi des fluctuations importantes, comme le montre la Figure 2. En mai 2008, le taux de change est de 1,56, soit 23 cents de plus que le taux utilisé pour établir les prévisions contenues dans le Plan de gestion.



22. Comme indiqué dans la mise à jour de février 2008, le Secrétariat a calculé que pour chaque cent de modification du taux dollar/euro, l'impact sur le budget AAP se chiffrait à 1,06 million de dollars. Si le taux de change entre ces deux monnaies reste à son niveau actuel, il en résultera un accroissement du budget AAP d'environ 24 millions par rapport au budget initial.
23. Compte tenu des répercussions importantes que le taux de change entre le dollar et l'euro peut avoir sur le budget AAP, le Secrétariat propose d'adopter une politique de couverture du risque de change – et de donner au Secrétariat l'autorisation de couvrir systématiquement le risque de change associé à la portion du budget AAP libellée en euros pour l'exercice budgétaire suivant.
24. Couvrir le risque de change associé aux dépenses libellées en euros impliquerait pour le PAM d'acquérir le droit d'acheter un montant déterminé d'euros pour un montant fixe en dollars. Il importe de noter que la couverture du risque de change peut aussi bien se traduire par un gain que par une perte sur le plan financier. Si le taux de l'euro, exprimé en dollars, est supérieur au taux spécifié dans le contrat de couverture du risque de change, cela constituerait un gain car le Secrétariat serait en mesure d'acheter des euros à ce taux inférieur, tel que stipulé dans le contrat. Si le taux de l'euro est inférieur à celui spécifié dans le contrat, cela représenterait un manque à gagner puisque sans la couverture du risque de change, le Secrétariat aurait pu acheter des euros à un taux inférieur à celui stipulé dans le contrat.

25. Le Secrétariat n'est pas en mesure de prédire l'évolution du marché. Le but de la politique de couverture du risque de change serait de lever certaines incertitudes liées à l'établissement du budget AAP mais pas d'obtenir un gain financier. La décision quant à la couverture du risque de change devrait être prise six à neuf mois avant le début de l'exercice biennal afin d'assurer la stabilité nécessaire tout au long du processus d'élaboration du budget AAP, en introduisant un taux de change fixe entre le dollar et l'euro dans les coûts normalisés des postes et les budgets hors personnel. Dans les faits, cela implique d'établir le contrat de couverture du risque avant la fin du processus d'élaboration et avant l'approbation par le Conseil d'administration de l'allocation de crédits AAP pour l'exercice sur lequel porte la couverture du risque.
26. Le Secrétariat recommande donc d'adopter une politique destinée à couvrir le risque de change associé aux éléments du budget AAP libellés en euros qui donnent lieu à des flux de trésorerie prévisibles⁶. Si elle est approuvée, cette politique entrerait en vigueur à compter de l'exercice budgétaire 2009, ce qui impliquerait de conclure immédiatement les contrats de couverture du risque de change pour la partie prévisible du budget AAP de 2009 libellée en euros.
27. La politique aurait pour effet d'établir avec certitude la valeur en dollars des dépenses AAP libellées en euros, ce qui faciliterait considérablement le processus de planification, alors que l'incidence financière de cette politique dans le temps devrait rester neutre. Le Conseil sera régulièrement tenu informé par le Secrétariat de l'état des dépenses protégées contre le risque de change et de l'incidence financière d'un tel mécanisme de couverture du risque.

Situation du Compte de péréquation des dépenses AAP

28. Il est prévu dans le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2008-2009 un solde de clôture de 11 millions de dollars fin 2007. Le solde effectif, tel qu'il figure dans les états financiers récemment publiés, est de 8,6 millions de dollars. Néanmoins, la prévision du montant des recettes provenant des CAI, comme cela est mentionné plus haut, a été revue à la hausse pour tenir compte de l'élargissement du programme de travail. La prévision la plus récente concernant le Compte de péréquation des dépenses AAP est reproduite au tableau 4.

⁶ Les dépenses de personnel au Siège étant la catégorie de coûts la plus importante libellée en euros, la couverture du risque de change se concentrera sur cette catégorie de coûts. D'autres dépenses ne concernant pas le personnel sont également libellées en euros et le Secrétariat étudiera la manière de protéger également cette partie des dépenses.

TABLEAU 4: COMPTE DE PÉRÉQUATION DES DÉPENSES AAP (2008-2009) (en millions de dollars)	
	Prévisions 2008–2009
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier 2008	8,6
Recettes provenant des CAI (2008–2009)	385,0
Dépenses AAP (2008–2009)	(345,0)
Dépenses additionnelles prévues suite aux fluctuations du taux de change	(24,4)
Recettes provenant d'opérations d'urgence non prévues	–
Solde avant virement de fonds	24,2
Transfert du Mécanisme d'avance au titre des CAI ⁷	24,1
Prévision au 31 décembre 2009	48,3

29. Le Secrétariat sait combien il importe d'examiner périodiquement le solde du Compte de péréquation et continuera à surveiller tant les recettes provenant des CAI que les dépenses AAP. Le Conseil sera informé de la situation de ce compte tout au long de l'exercice.

Situation du Fonds général

30. Le Fonds général est l'entité comptable établie pour faire apparaître les montants recouvrés des projets au titre des CAI, ainsi que les recettes accessoires n'étant affectées à aucune catégorie d'activités spécifique. Les recettes provenant du recouvrement des CAI sont inscrites au Compte de péréquation des dépenses AAP, qui est un poste subsidiaire du Fonds général. Comme le produit des placements constitue la principale source de recettes de la partie non affectée du Fonds général, l'évolution des marchés et des taux d'intérêt a une incidence considérable sur le Fonds général. La prévision la plus récente concernant la partie non affectée du Fonds général est reproduite dans le tableau 5.

TABLEAU 5: PARTIE NON AFFECTÉE DU FONDS GÉNÉRAL (en millions de dollars)	
	Prévisions concernant le Fonds général
Solde au 31 décembre 2007	52,8
Produit des placements (2008–2009)	30,4
Dépenses au titre du Fonds général (2008–2009)	
Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (Décision du Conseil 2007/EB.2/4 alinéa vii)	(26,6)
Prêt pour les activités de mobilisation de fonds auprès du secteur privé (Décision du Conseil 2008/EB.1/4)	(9,0)

⁷ Décision 2007/EB.2/4 du Conseil, alinéa iii. Il convient de noter que ce transfert a été effectué sur la base d'un montant de recettes provenant du recouvrement des CAI inférieur aux prévisions et pour s'assurer que le Compte de péréquation des dépenses AAP restait positif.



TABLEAU 5: PARTIE NON AFFECTÉE DU FONDS GÉNÉRAL (en millions de dollars)	
	Prévisions concernant le Fonds général
Fonds pour la transition (Décision du Conseil 2007/EB.2/4 alinéa vi)	(10,6)
Reconstitution de la réserve opérationnelle (Projet de décision figurant dans les Comptes vérifiés pour l'exercice biennal 2006-2007, Section I, alinéa ii)	(5,9)
WINGS II (Projet de décision du présent document, alinéa iii)	(7,5)
Fonds d'urgence pour la sécurité (Projet de décision du présent document, alinéa ii)	(5,0)
Solde au 31 décembre 2009	18,6

31. La prévision concernant le produit des placements pour l'exercice 2008-2009 a été revue à la baisse, passant de 60 millions à 30,4 millions de dollars afin de répercuter la baisse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine qui sont passés de 5,25 à 2 pour cent depuis septembre 2007. La crise des crédits et des marchés financiers n'a fait que compliquer l'exercice de prévision du produit des placements pour tout l'exercice biennal et le Secrétariat effectuera régulièrement une mise à jour de la situation du Fonds général.
32. Le solde d'ouverture du Fonds général a été revu à la hausse à 52,8 millions de dollars, afin de tenir compte des informations exposées dans les Comptes vérifiés pour l'exercice biennal 2006-2007². Ce montant dépasse de 34,8 millions le solde de 18 millions de dollars initialement projeté dans le Plan de gestion pour l'exercice biennal 2008-2009. Cela tient en grande partie au fait que le produit des placements, les ajustements de change et les recettes diverses pendant l'exercice en cours ont augmenté par rapport aux recettes de l'exercice précédent. Le produit des placements a augmenté à lui seul d'environ 36 millions de dollars en raison de taux d'intérêt relativement élevés pendant une grande partie de l'exercice 2006-2007.

WINGS II

33. Tel qu'indiqué dans le document intitulé "Rapport d'activité sur le projet WINGS II", le projet est en phase de réalisation. Le Conseil a approuvé l'allocation d'un montant de 49 millions de dollars au projet WINGS II. Une partie importante des dépenses afférentes au projet sont libellées en euros et l'appréciation progressive de l'euro par rapport au dollar pendant l'exécution du projet a eu des répercussions négatives sur son budget. En outre, de nouvelles possibilités d'incorporer des modifications très utiles qu'il n'avait pas été possible d'anticiper lors de la phase de conception sont apparues lors de la phase de mise au point et de configuration du système.
34. Par conséquent, le Secrétariat invite le Conseil à approuver deux allocations de crédits pour un montant total de 7,5 millions de dollars:
- une allocation de 5 millions de dollars au titre des provisions pour risques et aléas pour couvrir les dépassements de crédits imprévus;
 - une allocation de 2,5 millions de dollars (dont 1,5 million de dollars pour PASport) pour pouvoir incorporer sans tarder au système de nouvelles applications utiles pendant la phase de réalisation.



Mise à niveau des mesures de sécurité

35. Comme indiqué dans le document intitulé "Note d'information sur la mise en œuvre du nouveau mécanisme de gestion de la sécurité", un examen global du mécanisme de gestion de la sécurité est actuellement entrepris dans tous les lieux d'affectation dans le cadre du Système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies. Le financement intégral et les incidences financières de cet examen pour le PAM ne sont pour l'heure pas clairement définis, mais il est probable qu'il débouche sur la nécessité d'effectuer un autre investissement majeur dans la sécurité.
36. Le Secrétariat demande au Conseil d'autoriser l'utilisation d'un montant de 5 millions de dollars prélevé sur le Fonds général pour commencer à répondre aux besoins les plus pressants en matière de sécurité, tels que décrits dans le document sur la question, également présenté à la session annuelle.

Engagements non capitalisés au titre des prestations dues au personnel

⇒ *Contexte*

37. Tel qu'indiqué dans les Comptes vérifiés pour l'exercice biennal 2006-2007 (EB.A/2008/6-A/1/2), le PAM a comptabilisé toutes les prestations dues au personnel dans ses états financiers au 31 décembre 2007. La comptabilisation de ces engagements fait suite à la recommandation formulée par le Contrôleur de l'Organisation des Nations Unies à l'intention de tous ses organismes, aux recommandations émises par le Commissaire aux comptes et à la Normes comptables internationales du secteur public (norme IPSAS) demandant de comptabiliser la totalité des engagements.
38. Bien que le Programme ait comptabilisé l'ensemble des engagements, tous ne sont pas capitalisés, et cette section porte sur les options envisageables pour assurer leur financement intégral.
39. Au 31 décembre 2007, le montant total des prestations dues à la cessation de service et des prestations dues au personnel représentait 219,2 millions de dollars. Sur ce chiffre, 108,4 millions de dollars ne sont pas capitalisés. Le montant de ces engagements est expliqué en détail dans le tableau 6⁸.

⁸ Comptes vérifiés pour l'exercice biennal 2006-2007: Section II, Note 12C, page 30.



TABLEAU 6: ENGAGEMENTS CUMULÉS AU TITRE DES PRESTATIONS DUES AU PERSONNEL					
<i>(en milliers de dollars)</i>					
	Évaluation actuarielle	Évaluation du PAM	Total, Prestations dues au personnel	Engagements capitalisés	Engagements non capitalisés
Fonds pour les prestations dues au personnel					
Régime des indemnités pour cessation de service	19 683	–	19 683	19 683	–
Plan d'assurance-maladie après la cessation de service	150 501	–	150 501	90 654	59 847
Fonds de réserve du plan d'indemnisation	3 019	–	3 019	539	2 480
Total partiel	173 203	–	173 203	110 876	62 327
Autres prestations dues au personnel					
Jours de congé annuel accumulés	3 720	16 615	20 335	–	20 335
Capital-décès	1 537	107	1 644	–	1 644
Primes de rapatriement	14 829	–	14 829	–	14 829
Indemnité pour frais d'études	–	4 138	4 138	–	4 138
Congé dans les foyers	–	4 906	4 906	–	4 906
Autres prestations dues au personnel de terrain	–	193	193	–	193
Total partiel	20 086	25 959	46 045	–	46 045
Total	193 289	25 959	219 248	110 876	108 372

⇒ *Financement*

40. Il convient de souligner que ces engagements correspondent à des prestations dues à la cessation de service et que le financement intégral de ces engagements n'est pas un problème propre au PAM⁹. L'Organisation a déjà, par le passé, dû en assurer le financement. Néanmoins, ils étaient réglés selon la méthode de comptabilisation au décaissement, c'est-à-dire que le montant des prestations était imputable aux projets ou au budget AAP lorsqu'ils étaient dus, au titre des dépenses standard de personnel, mais aucun montant n'était mis en réserve pour faire face aux paiements futurs. Le montant global de ces dépenses à payer n'a été imputé ni au budget des projets ni au budget AAP.
41. L'option consistant à financer immédiatement l'intégralité du montant des engagements n'étant probablement pas réaliste, le Secrétariat propose l'adoption d'une approche par étapes selon laquelle le financement serait assuré sur plusieurs exercices biennaux.

⁹ Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies a par exemple comptabilisé un montant de 2,073 milliards de dollars d'engagements non capitalisés au 31 décembre 2005.

42. Les options suivantes pourraient être étudiées de manière plus approfondie, soit individuellement soit de manière combinée:
- i) prévoir dans le Plan de gestion sur plusieurs exercices budgétaires un montant correspondant aux prestations dues à la cessation de service jusqu'à leur amortissement complet;
 - ii) prévoir dans les dépenses standard de personnel des projets en cours et futurs ou du budget AAP un montant pour assurer l'intégralité du financement pendant la période d'amortissement;
 - iii) prévoir des allocations prélevées chaque année du Fonds général¹⁰; et
 - iv) transférer les soldes non dépensés des projets pour financer les prestations dues à la cessation de service (avec l'accord des donateurs selon le cas).

⇒ *Recommandation*

43. Un premier examen semble indiquer que l'option la plus appropriée serait de financer ces engagements en introduisant dans le Plan de gestion ou les dépenses standard de personnel un montant destiné à l'amortissement des engagements. Le Secrétariat étudiera de plus près les options envisageables avant de présenter des recommandations plus détaillées au Conseil.

Questions relatives au personnel

44. La mise à jour qui sera présentée au Conseil en octobre 2008 comprendra un réajustement du budget AAP de 2009 pour tenir compte de la stratégie actualisée du PAM, ainsi que des progrès réalisés dans la mise en œuvre des changements organisationnels et de leur répercussion sur le personnel.

¹⁰ Le Fonds général a constitué la première source de financement du Plan d'assurance-maladie après la cessation de service en 1999.



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

Autres COD	Autres coûts opérationnels directs
CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
FL	Division des services financiers et juridiques
FLB	Bureau du budget et de la planification financière
normes IPSAS	Normes comptables internationales du secteur public
système WINGS II	Système mondial et réseau d'information du PAM II
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention